

CHF Formulaire de soumission de projet

Résumé du Programme <i>A remplir par l'(les) organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) ou l'ONG</i>	
De : <i>Pascal MOUNIER, Chef de mission ACF</i>	Date de Soumission : 21/08/2010
Contact : +236 70 85 88 37 cdm@cf.missions-acf.org	
Organisation bénéficiaire : Action Contre la Faim	
Titre du Programme¹ CAP : Improvement of food security for the most vulnerable displaced population in Markounda sub-prefecture	
Code du Programme : CAF-10/A/34218/R	
Secteur/Cluster : Sécurité Alimentaire	
Objectif : Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations dans la sous-préfecture de Markounda	
Bénéficiaires: TOTAL : 652 foyers soit 3 600 personnes	
Partenaires de mise en œuvre : PAM	
Autres Partenaires :	
Durée du Project: du 23/08/2010 au 30/09/2010	
Budget total du Programme : \$ 65 843 <i>[doit être identique au budget inscrit dans le CAP]</i>	
Fonds demandé au CHF : \$ 23 588	
Montant et pourcentage de coûts indirects demandés au CHF: \$ 1 485 (soit 6.71 %)	
Citer les efforts qui ont été faits afin de sécuriser un financement après une éventuelle contribution du CHF : La distribution alimentaire mise en œuvre dans le cadre du présent projet permettra aux populations les plus vulnérables identifiées de maintenir leur sécurité alimentaire en période de soudure (juin, juillet, août et septembre) et, surtout, de ne pas compromettre la future récolte en étant obligé de recourir à du travail journalier (abandonnant ainsi leurs champs) ou à consommer prématurément les récoltes. Le budget total de ce projet s'élève à \$ 65 843. ACF contribue sur fonds propres à hauteur de \$ 5 155 en matériel, moyens de transport et de communication. Le PAM finance à hauteur de \$ 37 100 l'apport en rations alimentaires, moyens logistiques (transports des rations alimentaires).	

¹ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

Résumé narratif du programme (max. 2 pages)

1. Historique

[Fournir des informations brèves et concises sur la raison d'être du Programme, y compris sur les besoins identifiés.]

Rappel du contexte

La sous-préfecture de Markounda fait partie des sous-préfectures les plus affectées par les événements qui ont frappé le Nord-Ouest de la RCA en 2003, 2005 et plus récemment en 2008, événements ayant conduit à des déplacements importants de population².

Malgré la tenue du DPI en décembre dernier qui s'est accompagné d'un arrêt des hostilités et qui laisse entrevoir un espoir de paix, les retours de personnes déplacées dans la sous-préfecture de Markounda sont restés marginaux et la majorité des déplacés reste encore dispersée dans des campements près de leur champs. Les campements en brousse sont généralement situés à quelques kilomètres des villages (environ 5 km). On constate une corrélation entre la présence d'un point d'eau et l'installation du campement : les campements sont généralement situés à proximité d'un point d'eau traditionnel ou de la rivière. Si aucune source d'eau n'est disponible en brousse mais qu'il existe un point d'eau fonctionnel sur le village, le campement sera installé à proximité du village.

Certaines de ces populations ont été déplacées sur une courte période, comme c'est le cas des populations des villages entre Bara et Maïtikoulou, qui ne sont parties que peu de temps car elles ont été moins affectées dans la durée par les problèmes d'insécurité (l'APRD étant fortement présente dans la zone proche de Maïtikoulou) et ce bien que l'ANT ait mené plusieurs raids début 2008 dans les villages de Mainodjo (situé entre 4 km à l'ouest de Bara), Bara, Maïtikoulou et Silambi. D'autres au contraire (villages entre Markounda et Bara) sont encore majoritairement désertés.

ACF constate une volonté de retour de plus en plus marquée et qui se traduit par des débuts de réaménagements de certains villages. La moitié de la population du village de Manda (situé à 11km de Markounda) était revenue des campements qui se situent en brousse. En outre, le nombre de villages entretenus (toitures réhabilitées ou villages dés herbés) a augmenté au cours de l'année 2010. Cependant aucun villageois n'est revenu de façon définitive entre Manda et Mahiogo (soit sur une portion de 50km environ).

Contexte sécuritaire

ACF souhaitait depuis la réouverture de la base de Markounda mener une évaluation approfondie de la situation alimentaire. Dans l'attente de la mise en œuvre du DDR, ACF n'avait pas encore commencé ces évaluations. Début juillet, suite à la demande du PAM de mener une distribution aux groupements de la zone, ACF a commencé son évaluation dans les campements. Le PAM et ACF se sont partagés les zones en fonction du mandat de chacun ; ACF distribuant aux plus vulnérables, le PAM distribuant aux groupements actifs en rations de protection des semences distribuées par la FAO et le CICR distribuant à 3 villages ayant été attaqués par l'ANT au mois de juin 2010.

Tous les axes ont été évalués par ACF à l'exception de l'axe Markunda-Talé pour des raisons de sécurité (coupeurs de route actifs), cette zone est couverte par le CICR. Les axes les plus vulnérables Markounda-Maïtikoulou et Markounda-Kodjama Kota (zone de distribution ACF) ne sont ni bénéficiaires du PAM ni du FAO ni d'aucune autre ONG. Cela s'explique par, l'accès

² Le rapport de l'UNHCR *Analyse de données sur les personnes déplacées internes, Ouham, Ouham Pende, Janvier-Mars 2008* mentionne le chiffre de 14,000 personnes déplacées dans la sous-préfecture de Markounda, dont 4,000 ont été déplacées en mars 2008 dans la zone de Silambi, sur la frontière tchadienne suite au pillage et à l'incendie d'une dizaine de villages par l'Armée Nationale Tchadienne (ANT).

extrêmement difficile en camion sur ces axes. La sécurité sur cette zone étant volatile en dehors de la saison des pluies, il est donc nécessaire de faire ces distributions lorsque la sécurité est maîtrisable. L'approche des élections et la mise en œuvre du DDR ne permettra pas de garantir une intervention lors du dernier trimestre de l'année.

L'urgence se justifie par des raisons humanitaires et sécuritaires :

- la période de soudure allant jusqu'à fin septembre ;
- les destructions massives (jusqu'en juin) occasionnées par les transhumants circulant hors des couloirs de transhumance ;
- l'enclavement économique de la zone (pratiquement aucun marché actif) ;
- les inconnues sécuritaires liées à la mise en place du DDR dans les semaines à venir (premières semaines de septembre)

De plus la sous-préfecture de Markounda, frontalière avec le Tchad, est une zone régulièrement soumise aux opérations militaires. L'insécurité en saison des pluies est moins grande qu'en saison sèche. Enfin les intrusions de l'ANT, le désarmement de l'APRD, le processus électoral et sa campagne et les risques liés à la présence des rebelles tchadiens (FPR) sont d'autres facteurs impactant régulièrement la sécurité de la zone et fragilisant les populations locales déjà extrêmement vulnérables.

Evaluation des besoins humanitaires

L'évaluation rapide d'ACF a donc été menée par un expert Sécurité Alimentaire en juillet 2010, sur la base d'entretiens avec les ménages et la visite des champs de culture. Les critères de vulnérabilité considérés ici sont le nombre de repas par jour, l'état, la qualité et la variété des cultures et l'évaluation de la proportion de la force vive de travail se déplaçant au Tchad.

Les résultats de cette évaluation révèlent une très forte vulnérabilité de certains campements dans la sous-préfecture de Markounda. Si l'insécurité alimentaire de l'ensemble des populations rurales des axes visités n'a pas été jugée extrêmement préoccupante, dans la mesure où ces populations peuvent accéder à deux repas par jour, grâce à la présence de stocks leur permettant a priori de subvenir à leur besoins jusqu'en septembre (date des premières récoltes) et peuvent escompter une récolte suffisante (l'observation des champs permet de penser en effet que leurs récoltes ne seront pas affectées par la période de soudure), des poches de vulnérabilité subsistent, principalement sur l'axe Markounda-Maïtikoulou.

Cette population fait en effet face à une insécurité alimentaire sévère. En effet, ces populations déplacées n'ont pas pu recouvrer leurs moyens de subsistance et n'ont aujourd'hui pas les moyens d'entretenir et de cultiver suffisamment pour couvrir leurs besoins alimentaires de base. Les stocks alimentaires sont d'ores et déjà épuisés et ne permettront pas à ces ménages de traverser la période de soudure (qui s'étend de juin à septembre). Cette période de soudure les fragilise alors d'autant plus, les menant ainsi à adopter des stratégies d'adaptation dangereuses, dans la mesure où elles compromettent les récoltes à venir et prolongent la période d'insécurité alimentaire des ménages concernés :

- consommation sur champs des futures productions agricoles avant la date de récolte,
- migration économique temporaire (travail agricole journalier au Tchad, payé entre 250 et 500 FCFA/jour), délaissant ainsi leurs propres cultures, sans pour autant être en mesure de subvenir aux besoins immédiats de la famille ; en effet, ce pécule est consommé partiellement sur les lieux de travail et le reliquat est faible pour les besoins des membres de la famille restée au campement.

Enfin, certaines de ces populations se sont établies sur zones de passage de transhumance, ce qui rend leur situation précaire (divagation du bétail sur les zones cultivées). Une étude approfondie de la configuration de la transhumance de cette zone sera nécessaire dans un futur proche afin d'apporter des solutions adéquates aux ménages situés sur les zones de passage des troupeaux.

Proposition d'intervention d'ACF

ACF propose dès lors d'organiser une distribution alimentaire sur les villages et campements de l'axe Markounda-Maïtikoulou (sous-préfecture de Markounda, préfecture de l'Ouham). Cette distribution ciblera les ménages les plus vulnérables leur permettant ainsi de subvenir à leurs besoins alimentaires de base durant la période de soudure et de continuer à entretenir leurs propres cultures sans compromettre la future récolte. Les critères de sélection des bénéficiaires sont les suivants :

- cultures non entretenues
- nombre de repas par jour en période de soudure
- stocks alimentaires faibles voire inexistants

2. Raison d'être du Programme

[Présenter en détail les résultats, les indicateurs de performance avec des cibles (p.ex. nombre des enfants vaccinés, cible : 5.000) et les activités découlant du Programme. Au moins un indicateur pour chaque résultat.]

a) Résultats

- Résultat 1 : 652 ménages vulnérables couvrent leurs besoins alimentaires de base grâce à une distribution de vivres
- Résultat 2 : 652 ménages vulnérables sécurisent leurs moyens d'existence (août, septembre)

b) Indicateurs avec cible

- Au moins 80% de la ration distribuée est consommée par les ménages
- 100% des bénéficiaires prennent au moins deux repas/jour
- 75% des ménages bénéficiaires n'ont pas consommé leur production agricole avant la date de récolte

c) Activités

- 1.1 Sélection des bénéficiaires
- 1.2 Distributions de 49 tonnes de farine de maïs et 5 tonnes d'huile.
- 1.3 Monitoring (utilisation de la ration distribuée)
- 2.1 Suivi et évaluation des moyens de subsistance des ménages